

Legation de Suisse
en
France

Paris, (4, rue Cambon) le 12 Octobre 1893

(Prière de rappeler le numéro ci-contre)

Par valet le 24 Oct 93

Accus. réception ✓

(33/8)



En circulation
le 14 Oct. 1893

Monsieur le Consul fédéral

XXVI-A

Les tâches officielles et officieuses de la Confédération suisse latine ont trop complètement absorbé tout mon temps pour que j'ai pu faire de nombreuses visites depuis mon retour à Paris. Le personnel parlementaire est d'ailleurs absent et les moyens d'information sur la politique intérieure font ainsi défaut.

Cependant je considère comme un devoir d'attirer votre attention sur des points très sérieux, très graves, que j'ai entendus sur l'état des relations franco-italiennes. La Confédération suisse m'a précédemment fourni l'occasion de pénétrer plus profondément dans l'intimité de certains sentiments.

Mardi matin j'ai eu la visite de l'ambassadeur d'Italie M. Reisman, qui, après m'avoir raconté les difficultés et les angoisses par lesquelles il avait passé l'été dernier lors de l'échauffourée d'œuvres-mortes, dans un moment où il n'y avait à Paris presque aucun membre du gouvernement et où les esprits étaient surchauffés par l'approche immédiate des élections, a ajouté

au Département fédéral
des affaires étrangères Division politique
Berne.



destructivement: La vérité est que le Traité veut notre ruine. Elle nous
 fait la guerre aussi complètement que cela est possible sans les canons. Il
 ne manque vraiment plus, dans les moyens employés contre nous, que
 les canons. Tout est employé pour nous travailler avec nos voisins, pour
 détruire notre crédit, pour surexciter les éléments dangereux de notre population,
 pour intimider ceux qui voudraient nous venir en aide, pour provoquer chez
 nous si la guerre civile ou à la révolution. Eh bien, je vous le déclare
 sur l'honneur, nous n'accepterons pas cela. Un peuple de 30 millions
 d'hommes, un souverain comme le Roi Humbert, ne peuvent pas accepter
 cela. Plutôt que de verser notre sang dans une guerre civile, nous le verserons
 à la frontière contre l'ennemi du dehors. Ce sera de la folie, si vous voulez;
 nous nous nous en ferons sur les bayonnettes françaises, nous serons battus,
 tout ce que vous voudrez; mais entre le suicide, la banqueroute ou la
 révolution, nous préférons la guerre. Nos alliés seront furieux contre
 nous; ils nous lâcheront peut-être. Mais nous n'avons pas le choix.

Evidemment il est possible et probable qu'en tenant ces paroles, ni
 l'ambassadeur d'Italie ait poursuivi un but immédiat, celui d'obtenir
 que le Traité se montre facile dans le règlement de la question du renvoi à
 l'Italie des petites monnaies divisionnaires, dont l'Italie a un besoin politique
 urgent. Il a peut-être espéré que je dirais aux Français qu'on était très monté

du côté italien, et qui ils acquiescent sagement en se montrant traitables dans
 une affaire d'importance secondaire; ces petits procédés sont familiers à la
 diplomatie italienne. Cependant les paroles de M. Reppmann sont trop hors de
 proportion avec le but à atteindre, pour ne pas devoir être enregistrées.

Dans le même ordre d'idées, le baron Rengis, ministre d'Italie
 à Bruxelles et l'un des délégués du Cabinet de Rome à la conférence monétaire,
 a dit à M. Gromé-Trey qu'un groupe de financiers belges avait offert de
 venir en aide au Gouvernement italien; dès que la chose a été connue à
 Paris, les principaux financiers français ont menacé de rompre toutes
 relations avec le groupe belge dont il s'agit et l'opération a dû être
 abandonnée. M. de Rengis croit dans ce fait l'intention de la France de
 ruiner par principe l'Italie et de lui laisser de repos seulement quand elle
 sera dotée de la Triple alliance.

Comme indice des dispositions du principal financier français, voici
 que m'a dit aujourd'hui M. Alph. de Rothschild, à côté duquel je me suis trouvé
 à déjeuner chez le ministre des Finances: L'Italie se prend entièrement sur
 sa situation dans le monde. Sans remonter aux Romains, elle a joué il y a trois
 siècles le très grand rôle commercial; elle était le centre du monde d'alors, qui
 était le monde méditerranéen; elle empêchait les communications que l'Angleterre
 empêche aujourd'hui, car elle débouchait le commerce de la Turquie et de l'Inde.

Elle a tort de se croire aujourd'hui le centre du monde, comme autrefois. —
 Il faut que cela finisse. — Elle a commencé à devenir désagréable
 à Tunis; le France avait refusé la Tunisie au congrès de Berlin;
 il avait été entendu que Français et Italiens vivraient en paix côte à
 côte à Tunis; l'agent italien s'y est livré à des manœuvres ammicieuses;
 nous avons demandé qu'il se tint tranquille; il a continué; nous avons
 alors dû mettre la main sur la Tunisie. — Depuis lors, l'Italie ne
 met avec l'Allemagne; elle monte son armée sur un pied absolument
 déséquilibré avec des dépenses. Dans quel but? Nous ne lui demandons
 rien; nous ne désirons pas un pouce de territoire italien. Nous ne
 demandons qu'à la laisser tranquille; & elle, il est évident qu'elle
 poursuit contre nous une politique d'aggression; elle est intolérable; je
 suis absolument exaspéré. Il faut que cela finisse. D'abord, c'est le
 Roi, car dans la nation, on approche des limites de la patience. —
 Je ne suis pas révolutionnaire, parce que je crois que rien n'est difficile
 comme de reconstituer un gouvernement digne de ce nom après une
 révolution; & pour qu'une révolution ait à peu près la plus grande
 espérance que puisse subir une nation — mais s'il faut en venir là,
 de bien, l'Italie avec sa révolution! Je ne tiens d'ailleurs pas tant
 que cela à ce qu'il y ait une Italie une; j'ai toujours combattu l'idée
 de l'unité de l'Italie et ce en de très vives disputes à ce sujet il y a trente ans

contre mon ami de son jour et le Journal des Débats qui soutenaient alors sur
 ce point la politique de Napoléon III. Je n'ai jamais partagé, même alors,
 l'enthousiasme général. Il faut étudier l'histoire pour en tirer profit. Dans
 toute son histoire, l'Italie n'a jamais pu subir les Français; elle a subi
 longtemps les allemands, les autrichiens, les Espagnols; les Français jamais. Il
 y a cette pitié profonde pour que les deux peuples se ressemblent trop. La
 France n'aura jamais l'Italie pour amie & c'est pour cela qu'on a un
 tort à Paris d'aider l'Italie à se faire. Le Suisse de son côté n'a rien à gagner
 à avoir une grande Italie sur sa frontière au lieu d'avoir la petite Sardaigne,
 la petite Venise, le petit royaume de leurs vassaux. — que l'Italie cesse
 d'être agressive; qu'elle diminue de moitié son armée; qu'elle prenne en
 Europe la position de l'Espagne, & alors tout le monde sera d'accord en
 France pour la laisser tranquille comme l'Espagne. L'Espagne n'a d'armée que
 pour épayer et calmer les appétits de ses généraux & faire ce qu'elle peut
 pour diminuer leur rôle. — Si l'Italie ne comprend pas cela, elle aura à
 le regretter, son Roi surtout, car c'est lui qui est l'obstacle. Cela ne me fait
 aucun plaisir de dire cela, car, dans les pays à traditions monarchiques, la
 République est la plus vaine des gouvernements; je ne dis pas cela pour la
 Suisse, où la République est légitime.

J'ai demandé à M. Develle s'il y avait de vrai dans les bruits de

concentrations de troupes italiennes sur la frontière. Le ministre des affaires étrangères m'a répondu qu'il y avait eu une véritable panique dans la région de Nice, que des villages déménageaient, mais qu'il n'avait jamais partagé cette panique (ce qui signifie que d'autres membres du cabinet étaient d'un autre avis); il y a eu des retards dans le renvoi des réserves; il y a eu des mouvements qu'il aurait mieux valu ne pas faire; mais il faut garder tout son sang froid, et cela n'a posé de difficultés. — Le ministre a alors manifesté sa mauvaise humeur contre la presse qui exagère tout et gripote tout.

Quoiqu'il en soit, cette tension sérieuse a beaucoup inquiété, et, pour calmer ces inquiétudes, on a à Paris montré une complaisance extrême vis-à-vis de l'Italie dans les négociations monétaires. La France accepte jusqu'ici sans grande discussion tout ce que l'Italie demande ou se propose. L'abandon de la conférence monétaire avec la perspective que nous aurions à déparer le chien et le chat, et c'est plutôt nous qui sommes obligés de mettre les points sur les i et de réclamer les garanties les plus indispensables. Les délégués français sont bien de nous soutenir toujours, et les Belges se maintiennent, à leur habitude, d'une proximité qui tend à devenir classique. — Il y a donc détente entre la France et l'Italie; le mot d'ordre est donné à toute la presse parisienne (voir le

Temps de ce soir). Surtout combat de temps et de jours. T. il ?
 Le fond de la situation est pénible. C'est par l'argent que l'Italie
 est malade & la prime de l'argent, que je voyais pour la première fois,
 dans un langage qui, mis en regard des paroles prononcées la veille par
 le représentant du Roi d'Espagne, jette sur la situation un jour plus
 révélateur. — Ce qui peut ici, calmer nombre d'esprits, c'est le
 sentiment que l'armée territoriale française, & officiers de réserve, et
 toutes ces créations de M. de Freyinet pour faire du nombre à
 tout prix sans encadrer ces masses, ont profondément désorganisé &
 affaibli la force militaire du pays; le rude discours du général de
 Cools, l'un des cinq chefs d'armée en cas de guerre, a ouvert les yeux
 & confirmé ce que nos officiers avaient écrit l'an dernier à leur
 retour des grandes manœuvres françaises. Peu de temps avant sa
 mort, M. Jules Ferry s'était exprimé envers moi en termes très
 sévères sur l'œuvre de désorganisation militaire de M. de Freyinet; ce
 sentiment paraît se généraliser & constituera une sérieux barrière
 aux papiers que M. de Rothschild paraît vouloir entretenir contre
 l'Italie.

agny, Membre du Conseil fédéral, l'assurance de ma haute
 considération.

Darcy